



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion lundi 7 juin 2010 à 10 h 30

CNW Code 01

Négociations dans les secteurs public et parapublic

La population québécoise partage les objectifs du Front commun

Québec, le 7 juin 2010. – Un récent sondage mené par la firme CROP pour le Front commun SISP–CSN–FTQ révèle que 96 % des Québécoises et des Québécois veulent que le gouvernement assure le financement nécessaire au maintien de nos services publics. Pas moins de 82 % des répondants estiment, par ailleurs, qu’il est raisonnable que le Front commun revendique un rattrapage salarial des employés de l’État par rapport à l’ensemble des autres salariés.

Menée à la mi-mai, l’enquête en ligne effectuée auprès de 1000 répondants montre également que 92 % des Québécoises et des Québécois croient important de trouver des solutions aux problèmes de pénurie de main-d’œuvre dans la santé et les services sociaux et d’investir les ressources nécessaires en éducation. Quelque 74 % se disent inquiets des impacts sur la santé, la sécurité de la population et la protection de l’environnement dus aux suppressions de postes dans la fonction publique. Les représentants du Front commun ont dévoilé les résultats de ce sondage ce matin, à l’heure où la Table centrale reprend ses discussions.

« Les Québécoises et les Québécois tiennent à leurs services publics. Chaque coup de sonde le confirme. Ce que nous constatons aujourd’hui, c’est que la population est bien consciente que la qualité et l’accessibilité aux services reposent d’abord et avant tout sur le travail des salariés de l’État qui donnent, chaque jour, le meilleur d’eux-mêmes », souligne Gilles Dussault, porte-parole du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP).

Insensible à la réalité économique ?

« À entendre le discours dominant dans les médias, nous, le Front commun, serions insensibles à la réalité économique. Or, visiblement, cette pensée unique n’est pas partagée par la population. Quand deux Québécois sur trois affirment d’entrée de jeu que nos revendications salariales sont raisonnables, je crois que ça illustre à quel point ce sont bel et bien ces faiseurs d’opinions qui sont déconnectés », ajoute Louis Roy, vice-président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN). En effet, 65 % des répondants affirment que les demandes salariales des salariés de l’État sont plutôt ou tout à fait raisonnables.

« Tout le monde connaît quelqu’un qui travaille dans les services publics. La population réalise bien que les conditions de travail de ces 500 000 travailleuses et travailleurs ne correspondent pas au mythe de “gras dur” trop souvent utilisé dans les discours de la droite. Rappelons que le Front commun revendique 99 sous l’heure d’augmentation salariale. Nos demandes n’ont rien d’exagéré et serviront à maintenir la qualité de vie de centaines de milliers de famille québécoises », note Daniel Boyer, vice-président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ).

Le point sur les négociations

Les négociations sectorielles se poursuivent à toutes les tables où des ententes ne sont pas encore intervenues. Une attention spéciale est portée aux tables de la santé et des services sociaux où les pourparlers s'avèrent particulièrement ardues. Du côté de la table centrale, où se négocient les salaires, la retraite et les droits parentaux, les travaux en Front commun ont repris la semaine dernière.

Le Front commun plus que jamais mobilisé !

Afin de bien se faire comprendre des élus, le Front commun a déployé aujourd'hui une immense bannière devant le parlement : « C'est l'heure du règlement ». Également, des délégations du Front commun de plusieurs régions visitent leurs députés libéraux afin de leur rappeler que le gouvernement s'était engagé à mener les négociations avec diligence. Plus de deux mois après l'échéance du décret, les travailleuses et les travailleurs estiment qu'il est grand temps d'en arriver à des ententes et, pour ce faire, réclament du gouvernement qu'il donne les mandats nécessaires à ses négociateurs pour régler les questions encore sur la table. Le Front commun réitère qu'il souhaite que les négociations sectorielles et de Table centrale soient conclues d'ici l'été.

À propos du Front commun

Le Front commun négocie au nom de 475 000 salariés de l'État. Il réunit tous les grands syndicats présents dans les secteurs public et parapublic, soit les organisations regroupées au sein du SISF (CSQ, FIQ, SFPQ, APTS et SPGQ), de la CSN (FSSS, FEESP, FNEEQ et FP) et de la FTQ (SCFP, SQEES, SEPB et UES).

– 30 –

Le rapport de sondage de la firme CROP est disponible sur le site web du Front commun, au <http://www.frontcommun.org>

Sources : SISF, CSN, FTQ

Renseignements :

Marjolaine Perreault, SISF : 514 235-5082

Jean-Pierre Larche, CSN : 514 605-0757

Jean Laverdière, FTQ : 514 893-7809